

Fédération Syndicale Unitaire

Éducation Enseignement Recherche Culture Formation Insertion

169 bis, avenue Jean Jaurès 47000 Agen

06 83 13 04 71 | fsu47@fsu.fr | <https://fsu47.fsu.fr/>



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Déclaration de la FSU 47 au CDEN réuni le 05/03/24

La FSU tient à souligner l'ampleur de la colère des personnels qui s'est exprimée dans la grève du 1er février et la volonté de défendre l'École publique, de dénoncer des réformes qui se font sans ou contre les personnels. La profession s'exprime dans la rue en intersyndicale large et dans les instances, la ministre doit l'entendre. La priorité n'est pas l'uniforme. Le climat est incandescent. Il faut des actes, rapidement.

L'exigence est claire : l'abandon des mesures appelées « chocs des savoirs ». Elles ne font que renforcer les inégalités par les groupes de niveau, la prépa seconde, les dispositifs pour sortir les élèves de certains cours pour ne dispenser que les fondamentaux. Nous rappelons que la baisse des effectifs et le travail en petits groupes hétérogènes permettent à toutes et tous les élèves de bénéficier d'une amélioration de la qualité de l'enseignement.

La crise actuelle dans l'École est multifactorielle : les personnels subissent un déclassement salarial, une dégradation des conditions de travail mais également une forte dimension de perte de sens des métiers : injonctions, réformes, inclusion sans moyen qui heurtent l'identité professionnelle, des dilemmes éthiques à cause des demandes intenable. Nécessaire rupture avec cette gouvernance. Pour ce qui concerne les salaires : rien n'a été fait pour les milieux de carrière ; le dossier n'est donc pas clos pour nous.

Pour ce qui concerne le Pacte : ce n'était pas la solution pour améliorer le remplacement et c'est aussi facteur de la remise en cause de l'identité professionnelle. Quel sens a le RCD (remplacement des absences de courte durée) ? C'est une forme de garderie. Que nous demande-t-on de faire ? La question du remplacement est bien réelle, mais elle doit être traitée sérieusement, avec les moyens nécessaires.

Sur la carte scolaire premier degré et les fermetures de classes : 650 postes sont supprimés cette rentrée. Pourquoi ne pas bénéficier de la baisse démographique pour abaisser les effectifs partout et doter les brigades de remplacement de moyens supplémentaires ? Pourquoi se servir de la carte scolaire pour abonder les dispositifs « à forte plus-value de communication pour le ministère » plutôt que de demander une dotation particulière ?

Pour la direction d'école et les décharges de direction : c'était un engagement du ministère Blanquer pour doter les petites écoles de décharges, la loi Rilhac n'a pas amélioré le fonctionnement de la direction notamment sur la question de l'aide administrative.

Pour la voie pro, le retour des LP au ministère de l'Éducation nationale permet d'éviter la double tutelle. Mais cela ne règle pas les autres questions de la perte d'heures d'enseignement et de la

carte des formations avec la disparition de formations et de postes prévue par le ministère sur 3 ans.

Sur l'inclusion : les enseignant·es et les élèves doivent faire face à des situations ingérables, parfois dangereuses. Beaucoup d'élèves ont des notifications pour être en ESMS ou en ULIS et ne peuvent y être faute de places. Le manque d'enseignants spécialisés (RASED) augmente les difficultés des enseignants et des AESH qui sont confrontés à des élèves à besoins éducatifs particuliers. Des postes sont supprimés ou transférés sans que nous ayons des éléments concrets pour vérifier quoi que ce soit puisque c'est l'omerta dans ce domaine.

Dans certains cas, comme, par exemple pour l'EREA ou les EANA (élèves allophones nouvellement arrivés en France), nous voyons bien que l'administration se voile la face sur la réalité du travail ou bien ne la connaît pas. Tenter de culpabiliser les équipes, envoyer des personnes pour des conseils est une grande hypocrisie et n'aide pas les équipes au quotidien. Ça serait bien qu'on ait dans les écoles moins de gens pour nous conseiller et plus de gens pour nous aider.

Tout est fait pour fabriquer des chiffres d'inclusion glorieux, afficher des mots creux dans des publications, quitte à laisser des enfants sans prise en charge globale, condamné·es à ne rien apprendre de scolaire, à errer dans les couloirs avec leur AESH pour éviter des blessures et à envoyer les adultes chez le médecin pour tenir coûte que coûte. C'est lamentable et hypocrite.

Sur le pilotage par le « mérite » et les postes à profil, nous rappelons que l'Éducation nationale a besoin de travail collectif et pas de mise en concurrence. Ce système fabrique des inégalités hommes/femmes, de la connivence avec les chef·fes, voire, à terme, de la corruption. Il est toujours défavorable aux personnes qui refusent d'en rabattre sur les valeurs de l'École publique.

Que dire de ce budget voté avec un 49,3, sensé abreuver la « mère des batailles », saigné de 10 milliards d'euros de crédits publics sur l'autel des restrictions sociales et climatiques.

582 millions d'euros sont ainsi soustraits à l'École publique dont près des deux tiers auraient dû servir à rémunérer des personnels d'enseignement, d'Éducation et d'accompagnement des élèves.

Dans ce contexte, prendre sur les budgets de l'Éducation nationale pour généraliser le SNU, (par ailleurs déjà repéré pour certaines dérives comme source de maltraitance, voire de tortures physiques et psychologiques, de manquements à la laïcité) est vraiment révélateur des objectifs dangereux de ce gouvernement pour museler notre jeunesse.

Les gouvernements Macron ont choisi depuis 2017 de priver l'État de financements par des cadeaux aux plus grandes entreprises et aux privilégié·es. Aujourd'hui le banquier présente la facture au peuple : toujours moins d'école, toujours moins de services publics, moins de santé, moins de politiques sociales, plus de répression.

Face aux crises sociales et environnementales, l'heure n'est pas à la réduction de la dépense publique ni au renoncement à des ressources légitimes pour l'État et la société. Il faut rétablir ces revenus fiscaux abandonnés aux grandes entreprises et aux ultra-riches.

Ces coupes vont aussi affecter toujours plus les conditions de travail et de rémunération des personnels de la fonction publique et leur capacité à exercer leurs missions d'intérêt général au service des usager·es. Personne n'a oublié non plus le passage en force et les mensonges de ce gouvernement pour nous voler deux années de vie et précariser encore plus le salariat. Même les blindés et des arrestations arbitraires n'arriveront pas à empêcher les citoyens et les citoyennes de lutter pour faire valoir leurs droits et leurs valeurs. Quant aux partis d'extrême-droite et leurs annexes qui tentent d'instrumentaliser les colères, notamment dans notre département, tout en se présentant comme républicains et pragmatiques, nous connaissons parfaitement leurs idéologies destructrices, leur duplicité (puisque leurs votes et leurs actions favorisent les plus riches) et leurs objectifs de pouvoir antidémocratiques. Notre fonctionnement démocratique est confisqué par le pouvoir des médias et des collusions entre l'état et le grand patronat.

La FSU ne cautionnera jamais aucune liaison avec cette engeance, cela y compris sous vernis d'institution ou de présence au parlement.

Pour les salaires et les conditions de travail et contre la rémunération au « mérite », la FSU avec l'intersyndicale Fonction publique appelle résolument à la grève le mardi 19 mars et construit les conditions pour une convergence des luttes.